

LE DEFI DE LA TRANSITION ENERGETIQUE

Décembre 2022

Lénine disait que l'électricité plus le socialisme donnait le communisme. Nos équations sont un peu différentes. Électricité moins industrie lourde plus contrôle des naissances égale démocratie et abondance. Électricité plus industrie lourde moins contrôle des naissances égale misère, totalitarisme et guerre

In La liberté dans un monde fragile : écologie et pensée libertaire de José Ardillo

UN CONSTAT ACCABLANT

Depuis l'ère de l'industrialisation, la planète Terre est entrée dans une période de croissance démesurée et ultra rapide. A partir des années 70, elle a vu doubler le nombre de ses habitants et dans les pays occidentaux, est né une sorte d'emballlement vers la course à la production, la consommation et le confort. Jusqu'ici rien n'est venu contrecarrer cet emballlement.

L'influence humaine a fini par réchauffer l'atmosphère, les océans et les sols, le climat s'est dérégulé, et des manifestations d'ampleur telles que les tempêtes à répétition, les ouragans dévastateurs, les raz-de-marée, les inondations, les périodes de sécheresse et la désertification, ... se multiplient, entraînant de graves conséquences pour les populations.

Déjà en décembre 2018, à la COP24 (Conférences des parties signataires de l'accord cadre des Nations Unies) Antonio Guterres, secrétaire général de l'ONU, lançait une alarme : *Pour beaucoup de gens c'est déjà une question de vie ou de mort, alors qu'il est difficile de comprendre pourquoi nous, collectivement, avançons toujours si lentement, et même dans la mauvaise direction.*

A cela s'ajoute la disparition des forêts, emportant avec elle de nombreuses espèces animales, la pollution des sols et de l'air et l'épuisement des ressources fossiles partout sur le globe. Le dernier rapport de 2021 du GIEC¹ est alarmiste comme jamais auparavant, il donne à voir un futur plus que fragilisé et des périodes de plus en plus longues pour endiguer les conséquences du dérèglement et trouver des solutions aux nouveaux problèmes qui se présentent.

Et aujourd'hui, que l'on prête attention ou pas à ces faits, la question de la consommation énergétique se pose de façon incontournable. Celle des foyers, mais aussi des industries, des moyens de transport et de tous les secteurs qui en sont dépendants. Nous sommes face à une transition, disent les scientifiques et les dirigeants. Mais qu'est-ce que ce terme veut dire exactement ? Concrètement ? Qui concerne-t-elle ? Sommes-nous toutes et tous préparé.e.s à cette transition ? Et quelles conséquences aura-t-elle dans la vie de tous les jours ? Ces conséquences seront-elles les mêmes pour chacun.e ?

UN PASSAGE

Tentons d'abord de mieux comprendre le mot *transition*. Sa définition variera en fonction des domaines concernés. Par exemple, le professeur de littérature parlera de *transition* à ses élèves pour désigner un paragraphe faisant lien entre deux parties d'un document. Le psychologue utilisera ce terme envers son patient pour parler d'un processus psychologique intime qui permet la traversée d'une situation de vie à une autre. Le climatologue parlera aujourd'hui d'un passage d'une température à une autre plus élevée, due

¹ Site : [climat.be](https://www.climat.be)

notamment aux émissions de gaz à effet de serre. L'économiste pourrait parler de *transition* pour définir le passage entre une économie basée exclusivement sur l'exploitation des ressources naturelles pour fabriquer des produits destinés à la consommation, à une économie plus verte et respectueuse du développement durable. Quant au sociologue, il utilisera le terme de *transition* pour définir un processus de changement social dans un pays.

Parler de *transition*, c'est donc parler du passage d'un état à un autre, d'une position à une autre, différente de la précédente, et se faisant progressivement.

Ce passage peut concerner une personne, un groupe de personnes ou une organisation et certains moments de la vie, comme par exemple le passage de l'école à la vie professionnelle, ou celui de l'avant et de l'après maternité, bref des situations qui invitent à questionner consciemment ou pas le rapport du *soi* au monde qui nous entoure. Il peut être choisi, comme lors d'un changement d'orientation professionnelle désiré ou bien subi, comme lors d'un exil en raison d'une situation de guerre ou de famine par exemple.

Mais qu'en est-il de la transition énergétique ? Plusieurs définitions sont facilement accessibles sur le net. Elles parlent de transformation d'un système de production, de consommation d'énergie sur un territoire donné pour arriver à le rendre plus écologique, autrement dit, d'une transformation d'un système énergétique en vue de minimiser son impact sur l'environnement.

Le commun entre toutes ces définitions semble être le passage, la traversée d'un espace inconnu, étranger, neuf qui relie un lieu, un état à un autre dont la plupart du temps on ne sait encore rien, ou pas grand-chose, ou ce qu'on voudra bien imaginer de lui.

CONCRETEMENT... UN CHOIX

Qu'est-ce que ce passage implique concrètement pour nous, les gens ? J'emploie sciemment ce terme *les gens* dont je fais partie, pour les distinguer de ceux et celles qui nous gouvernent, nos représentants, et les grands industriels à la tête des lobbies qui les accompagnent dans leurs décisions, c'est-à-dire eux. Donc qu'est-ce que cela implique pour les gens qui comme moi, n'y connaissent pas grand-chose voir rien du tout en la matière — contrairement à eux qui sont informés de la situation par des expert.e.s et des comités de scientifiques — mis à part le fait que les montants de mes factures d'énergie mensuelles font l'effet d'un coup de poing dans la figure.

La première chose que cela implique, c'est le choix. Mais n'allons pas croire pour autant que cela implique une quelconque égalité entre les gens. Le mot *choix* est un des mots préférés des dominants pour asseoir cette pseudo-liberté, qui diront-ils, *s'acquière par la volonté, la ténacité, le courage, le sacrifice* avec pour objectif d'atteindre, par le mérite, le Sacro-saint graal de la réussite. Si FAIRE un choix n'est rien d'autre que renoncer à quelque chose, faire un deuil en somme, AVOIR le choix est une tout autre affaire et certainement pas une affaire donnée à tout le monde !

Prenons un exemple. Monsieur et Madame X ont une villa à la campagne, une maison de vacances dans le Sud et un appartement à la Mer du Nord, entre autres résidences héritées. Les affaires de l'entreprise familiale marchent bien même si avec la crise due au Covid *ça s'est un peu ralenti...* rien de grave, même si les factures énergétiques sont plus élevées, la vie continue, il y a bien eu quelques licenciements nécessaires mais rien de grave, juste un choix indispensable pour la survie de l'entreprise.

Prenons un autre exemple. La famille Y vient de faire construire une grande maison en bordure de la capitale et cette année, ils ont en projet de passer leurs vacances annuelles dans les îles grecques, c'est tendance. Mais pour cela et vu que les factures énergétiques sont bien plus élevées, ils ont annoncé la couleur à leurs enfants, deux adolescents débordant de vie : *nous-n'irons-plus-au-restaurant-si-vous-voulez-des-vacances-au-soleil*. Il a bien fallu faire un choix !

Prenons un dernier exemple. Madame W habite seule avec ses deux enfants en bas âge dans un petit appartement social en périphérie d'une grande ville. Entre ses deux emplois, elle passe le plus de temps possible avec ses enfants qu'une voisine accepte de garder pour *pas trop cher*. Ce mois-ci, le montant de la facture du gaz et de l'électricité est beaucoup plus élevé et malgré l'étalement de paiement accordé, Madame W a dû faire un choix : couper le chauffage ou permettre à ses enfants d'avoir un repas chaud chaque jour du mois.

Beaucoup trop de Madame W doivent faire ces choix aujourd'hui, et beaucoup trop de femmes, d'hommes et d'enfants doivent en subir les conséquences, partout et en Belgique. Dans un article paru sur le site de la RTBF du 5 septembre 2022, le chiffre de 13,1% est cité. Ce pourcentage concerne la population belge qui connaît un risque de pauvreté, *c'est-à-dire un risque d'avoir des revenus disponibles en dessous du seuil de risque de pauvreté.*

Sans parler de tous les autres exemples... ni X, ni Y, ni même W, ce sont les invisibles, ceux de ces gens qui sont déjà dans le non-choix, faisant partie de catégories sociales fragilisées et donc plus exposé.e.s aux problèmes créés par la situation parce que plus exposé.e.s à l'angoisse, l'anxiété, l'incertitude...

Si toute transition nécessite de faire des choix, nous sommes loin d'être égaux face à eux. Il y a des deuils qui sont disproportionnés par rapport à d'autres et certains choix sont bien plus douloureux pour bon nombre d'entre nous quand la possibilité d'en faire existe.

QUELLES RAISONS A CETTE SITUATION

Cette situation est due au fait que depuis des années, les dirigeants ont encouragé ou laissé faire la globalisation, l'accélération, la concurrence, la course au mérite, le mythe de l'abondance, le tout-marché, la marchandisation.

Cette situation est due au fait que la quête des profits, *celle qui force tant de gens à travailler jusqu'à cinquante heures par semaine sans sécurité,*

*nourrissant une épidémie d'isolement et de désespoir*² a fini par mettre en péril l'existence même de la Terre tout en participant joyusement à creuser toujours plus les inégalités entre les classes sociales.

Cette situation est due au fait que, tout en clamant sans défaillance qu'ils s'engagent à *atteindre la neutralité climatique d'ici 2050* — une façon comme une autre d'insulter l'intelligence des gens — l'inertie des puissants pays du Nord retarde la mise en place d'actions à grande échelle qui devraient être réalisées au plus vite.

Comment dès lors, oser parler de transition énergétique ? Comment appeler cette *transformation* forcée qui dans le même temps a peu ou pas d'impact sur les habitudes d'un petit nombre, installé dans une situation financière confortable, mais qui oblige le plus grand nombre à plier le genou pour accuser le coup.

Et surtout est-il possible d'avancer vers une transition plus juste, équitable, en tenant compte des dégâts environnementaux démesurés causés par les industries sales au profit des pays riches et qui ont systématiquement pesés, et plus que jamais, sur les populations les plus pauvres que certains appellent *les communautés de première ligne*.³

Être en première ligne... l'Histoire des vainqueurs parlent peu de ceux et celles qui ont servi de *chairs à canon, de barricades vivantes, de dégâts*

² Le Grand livre du climat, sous la direction de Greta Thunberg, 2022, édition Kero

³ Op.cit.

inévitables dus à des erreurs stratégiques, d'expériences malheureuses, en situation de guerre, de révolution, d'épidémie, de famine, d'exclusion ... et d'injustice énergétique. Cela revient toujours aux mêmes, dans toutes les situations de crise, dans chacune des transitions historiques, et les traces indélébiles laissées dans l'histoire de ces vaincu.e.s sont à peine visibles pour le plus grand nombre.

Comment parler de tout cela avec ceux et celles qui voient leurs factures augmenter inexorablement et leurs choix de vie se restreindre ? Pourtant déjà en 2014, Corentin de Salle et David Clarinval pointaient le fait que *la hausse des factures d'électricité est socialement dommageable pour les ménages et pousse toute une série de personnes dans la précarité. (...) le coût de l'électricité pour le consommateur moyen a augmenté de 54% entre 2006 et juin 2013. (...) En 2012, le prix de l'énergie en Belgique était de 10% plus élevé que la moyenne européenne. (...) En Belgique, près de 6% des ménages sont aujourd'hui incapables de payer (ou de payer à temps) leurs factures (ou une facture) d'électricité.*⁴

Sans compter les chiffres de ceux et celles qui sont déjà précarisé.e.s et bénéficient d'un tarif social auxquels viennent s'ajouter les clients insolubles. Dix ans se sont écoulés depuis ce constat, les chiffres doivent aujourd'hui être bien plus élevés et les inégalités toujours grandissantes.

⁴ Corentin de Salle et David Clarinval, Fiasco énergétique : le gaspillage écologiste des ressources, Texquis, 2014

Aujourd'hui, les femmes sont à la tête de 80% des familles monoparentales, avec un salaire souvent inférieur à celui des hommes, or ce sont ces familles qui sont exposées à la précarité énergétique. Aujourd'hui, un ménage sur cinq est en situation de précarité énergétique⁵. Concrètement, cela veut dire qu'un ménage sur cinq n'a pas les moyens, les revenus, d'accéder à l'énergie nécessaire pour se chauffer, cuisiner, utiliser les appareils électroménager, internet, ...

Ces situations de précarité entraînent une dévalorisation de la dignité humaine et par là une fragilisation physique, mais aussi psychologique.

Pourtant, les droits fondamentaux concernent également les droits des citoyen.ne.s pour un développement durable en lien direct avec la justice climatique.

Dans ces conditions, la transition énergétique risque d'être complexe à gérer pour bon nombre de personnes. Même si des citoyens.nes reprennent leur avenir énergétique en main, même si des coopératives citoyennes locales de productions d'énergie renouvelable voient le jour, l'avenir est parsemé d'obstacles.

DES RESPONSABILITES

C'est clair, nous ne sommes donc pas toutes et tous égaux face à cette transition, loin de là. Impossible à contredire, soit, mais quoi ensuite ? Qui est responsable ? Quelles sont les possibilités d'action ? A quel niveau ? Comment ?

⁵ Le Soir, publication du 23 mars 2021

Au niveau des représentants politiques, tout semble immobile. Ces mêmes représentants — et leurs partenaires de la grande et toute puissante industrie — n'étaient-ils pas informés mieux que quiconque de la situation ?

Comment expliquer leur inertie ? La peur de voir s'effondrer un système de production intensive, de consommation écœurante pour un profit immédiat ? La peur de voir s'effondrer la finance, ses conséquences boursières, ce système capitaliste mondial, lieu de toutes les inégalités ? Sont-ils immobiles parce que paralysés par l'immense tâche à accomplir, alors qu'il y a 20 ans elle était encore de taille accessible ? Qu'ont-ils fait depuis toutes ces années alors que les chercheur.se.s, les expert.e.s et scientifiques de tous bords tiraient la sonnette d'alarme ? Qu'est-ce qui a été mis en place pour empêcher la catastrophe qui s'annonce ?

Je ne parle pas ici d'emplâtres, de solutions à court terme, de subventions à l'énergie renouvelable, de discours dans le vent, je parle d'actions de grande ampleur, coordonnées, diffusées largement, accompagnées par des spécialistes, rendues accessibles à tout le monde ; je parle de création de lois, de jurisprudence, de décrets, d'application d'arrêtés. Dans son livre, *L'Humanité en péril*, Fred Vargas⁶ propose du concret comme *légiférer sur l'industrie agro-alimentaire, soutenir et financer largement l'agriculture et l'élevage biologiques, légiférer sur l'utilisation des pesticides, herbicides, engrais azotés, phosphore, phosphates,... interdire les pesticides qui attentent à la vie des insectes pollinisateurs, mettre fin à l'obsolescence programmée, légiférer sur tout ce qui touche à l'utilisation de l'eau par les industries et l'agriculture, soutenir le commerce de proximité en interdisant par exemple l'installation de*

⁶ Fred Vargas, *L'humanité en péril*, Flammarion, 2019

centres commerciaux aux abords des villes et des villages, supprimer l'utilisation de certains produits dans la construction, comme par exemple les mousses isolantes, boiser et boiser encore, interdire l'importation de soja, ...

Mais pour que ces actions aient du sens il sera avant tout indispensable de supprimer les inégalités sociales en prenant par exemple des mesures économiques à long terme qui protégeraient autant les jeunes aujourd'hui que l'ont été les travailleurs d'hier ; de repenser l'enseignement ; de cesser de fermer *tout ce qui ne rapportent pas*, comme les petites écoles, les bureaux de poste de quartier, les petites gares, les hôpitaux de proximité, ce qui créent insécurité et isolement ; de cesser de considérer certain.e.s citoyen.ne.s comme des citoyen.ne.s de seconde zone ; de cesser de considérer la culture occidentale et tous ses penseurs comme seule et unique modèle de savoir ; de penser long terme ; de stopper le tsunami de la fracture numérique, mais aussi d'endiguer la fraude fiscale internationale — 4,444 milliards de perte pour la Belgique en 2019⁷... la liste est longue mais pas hors d'atteinte, elle demande de faire des choix, et ceux-là n'entraînent rien d'autres comme deuils que de lâcher le profit à tout prix. Une priorité vitale.

Qu'en est-il alors de la responsabilité des gens ? Elle est indéniable. Nous aurions pu être plus curieux.ses réactif.ve.s, volontaires, prévoyant.e.s, attentif.ve.s, nous aurions pu chercher plus, apprendre mieux, courir moins loin, acheter plus près, moins, mieux. Nous aurions pu nous poser la bonne question : pourquoi avoir eu une confiance aveugle dans les capacités de nos dirigeant.e.s à gérer le problème qui grossissait à vue d'œil. Et même si cela nous a bien

⁷ La Libre Belgique – Libre Eco-4 février 2022

arrangé, ne confondons pas, le flou n'est jamais bon comme dit l'ami Bégaudeau. La responsabilité des représentants est la base même de leur devoir, de leur engagement dans ce rôle pour lequel iels se sont proposé.e.s, nous ont convaincus, se sont battu.e.s. Elle n'a pas de commune mesure avec la nôtre.⁸

L'INFORMATION AU CŒUR DU PROBLEME

Nous y sommes... arrivés à un point de non-retour, et les conséquences sont graves au jour d'aujourd'hui. A ce niveau-là donc, tout reste à faire et le plus vite possible.

Certain.e.s d'entre nous, n'ont pourtant pas attendu et ont commencé à s'informer et à agir. Heureusement iels sont de plus en plus nombreux.ses pour par exemple, se regrouper en coopératives de citoyen.ne.s et mettre en place de véritables moyens d'actions pour améliorer la qualité de vie en diminuant les coûts liés à l'énergie.

Pour d'autres, suivre les conseils échangés en famille, entre ami.e.s, fréquenter une association, s'appropriier les échanges partagés dans les médias, sur les réseaux sociaux, les plateformes sur Internet, chez les distributeurs d'énergie, pour ceux-là donc, il y a là une possibilité d'agir au quotidien comme par exemple, manger moins de viande, isoler sa maison, trier ses déchets, fermer les lumières en quittant une pièce, ne pas chauffer exagérément, voyager en train plutôt qu'en voiture, ne plus prendre l'avion, consommer local et j'en passe.

⁸ Fred Vargas, op.cit.

Hormis le fait que ces actions sont nécessaires voire indispensables, même si leurs influences sur la transition restent minimales au regard des gaspillages innombrables des grandes industries, elles ne sont pas à portée de main de tout le monde — isoler sa maison demande du temps, de l'argent, une connaissance minimale en la matière — et elles entraînent parfois un sentiment de culpabilité — *je n'ai pas trié mes déchets cette semaine alors que mon voisin le fait tous les jours... je suis un moins que rien* — des comparaisons — *elle peut manger du bio parce qu'elle en a les moyens et moi pas* — des comportements extrêmes — *je vis dans le noir et dans le froid parce qu'il faut sauver la planète, et tout le monde devrait en faire autant*. Mais surtout, elles créent des disparités au sein de la société et cela à tous les niveaux concernés par la question, car pour agir et dans le bon sens, ne faut-il pas apprendre du sujet en question et comprendre pourquoi, à quoi cela sert et à quel niveau ?

Pour apprendre, l'information est nécessaire et face à cette information, nous ne sommes de nouveau pas toutes et tous à égalité. Il faudrait pour y accéder et de la façon la plus exhaustive possible, passer un temps infini à chercher sur Internet, à lire des articles scientifiques, des ouvrages spécialisés dont on ne comprend bien souvent pas la moitié, s'adresser à des associations expertes dans le domaine, à des institutions reconnues par l'Etat (mais où sont-elles, comment se font-elles connaître du plus grand nombre ?). Et puis, qui a réellement accès aux informations scientifiques, aux ouvrages de vulgarisation sur la question, aux conférences données par des scientifiques, climatologues et physicien.ne.s, qui comprend la logique des gaz à effet de serre, leurs conséquences sur le réchauffement climatique, qui comprend les liens complexes entre les décisions politiques et les intérêts économiques ? Les

sondages réalisés régulièrement en France⁹ pour l'ADEME montrent à quel point les personnes interrogées sont loin d'avoir une compréhension claire du problème : à la question *à quoi est dû l'effet de serre ?* moins de 20% savent répondre. L'étude montre aussi que les représentations sociales du changement climatique et son processus ne sont pas encore bien compris par l'ensemble de la population¹⁰. Il est clair qu'il s'agit aussi d'avoir du temps à consacrer à ces recherches, d'avoir des capacités de compréhension des tenants et des aboutissants du problème.

Comment apprendre de la situation, de ses liens avec d'autres situations dans d'autres pays, comment comprendre les enjeux qui y sont liés, les analyser et pouvoir agir au plus près de sa réalité ?

En Belgique, une enquête nationale sur le climat a été menée en 2021 par le Service Changements climatiques (SPFB Santé publique) dont on peut lire les résultats sur internet. Il semblerait que 80% considéraient *les changements climatiques comme un problème qui nécessite une action urgente et six belges sur dix étaient convaincu.e.s que l'Union européenne et la Belgique devaient réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 55% d'ici à 2030 et devenir neutres sur le plan climatique d'ici à 2050*. Cette enquête, réalisée auprès de 1500 belges, reflète-t-elle la réalité ? Et en deux ans, la crise énergétique et

⁹ Daniel Boy – directeur de recherche au Centre de recherches politiques de Sciences Po

¹⁰ Version vidéo YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=O9srgtJV4zA> /
Version papier : <https://librairie.ademe.fr/changement-climatique-et-energie/1437-representations-sociales-du-changement-climatique-20-eme-vague.html>

l'augmentation des prix de l'énergie qui l'accompagne a-t-elle modifié leurs avis ? De plus, constater est une chose, comprendre en est une autre... et dans le domaine du réchauffement climatique, de la transition énergétique et des sujets qui s'y rapportent de près ou de loin, le dédale est immense.

Pour favoriser l'engagement de toutes et tous, engagement indispensable pour un véritable changement rapide, un mouvement de grande ampleur en Belgique n'est-il pas urgent à mobiliser ? Si les représentant.e.s que nous avons élu.e.s semblent figé.e.s, quelles solutions ?

Cela doit être initié par une pédagogie du risque climatique et permettre de transformer la lutte contre ses causes et ses effets en une source nouvelle de dynamique psycho-sociale et d'universalisme ¹¹

C'est ce que prônait déjà Haroun Tazieff, volcanologue devenu secrétaire d'Etat à la Prévention des risques majeurs en France sous le règne de Mitterrand. Les actions des gouvernements et plus particulièrement du nôtre, participent-elles à la hauteur du risque annoncé par les scientifiques comme ceux du GIEC [Groupe intergouvernemental d'étude sur le climat mis en place en 1988] en tenant compte des disparités sociales, économiques des personnes ? La rationalité indispensable à la bonne compréhension de la situation est-elle accessible pour toutes et tous de la même façon ?

¹¹ Hervé Le Treut, Climat et civilisation : un défi incontournable, Erès, 2022

ALORS QUE FAIRE ?

Cette course folle vers l'acquisition matérielle, la création permanente de nouveaux besoins, l'encouragement à la compétition, la consommation toujours grandissante de plaisirs vite satisfaits et qui dure depuis plusieurs décennies peut-elle être ralentie, voir s'arrêter ? Cela nécessiterait d'appliquer partout, dans tous les domaines, un radical changement reposant sur LA LIMITE.

Ce nouveau mode de vie qui serait nécessaire à la sauvegarde de la planète et donc des espèces animales, végétale et de l'humanité tout entière ne peut être véritablement mis en place qu'à la condition que les besoins nécessaires des gens soient assurés, et dans un second temps qu'à la condition d'une compréhension claire, locale et globale des enjeux de la situation. Pourtant, comprendre et savoir ne suffisent pas ... encore faudrait-il pouvoir réfléchir aux actions nécessaires à prévoir pour agir de façon équitable, consciente et responsable.

Quels sont ceux et celles d'entre nous qui comprennent vraiment et concrètement le rôle des COP (Conférences des parties signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques) et leurs résultats ? Ces conférences annuelles rassemblent les scientifiques, les représentant.e.s des gouvernements, des régions, les entreprises, les ONG, mais font-elles place aux citoyen.ne.s à qui l'on demande de *faire des efforts* au quotidien ? On sait que non, puisque des rassemblements de personnes se sentant concernées par le sujet s'organisent parfois spontanément en parallèle comme en 2015 en France lors de la COP 20¹².

¹² Site : Reporterre : le média de l'écologie

Nous sommes face à un manque sévère d'outils pédagogiques et accessibles au le plus grand nombre. Demander à une personne de faire des efforts pour réduire sa consommation énergétique sans qu'elle comprenne à quoi cette réduction va servir en dehors de stabiliser le montant d'une facture, voir éviter que cette facture n'explode littéralement, ne sert pas à grand-chose au niveau global.

Même si les initiatives sont nombreuses qui incitent les habitant.e.s de Bruxelles par exemple à prendre le vélo, les transports en commun plutôt que la voiture, réduire sa consommation en électricité, utiliser des contenants en verre pour éviter le plastique des emballages, trier les déchets, ... elles ne suffisent pas à faire comprendre le problème de façon plus large. Elles restent des incitations individuelles qui sont impossibles à comprendre pour certain.e.s parce que pris par des préoccupations vitales, et elles occultent parfois le manque d'actions portées à un autre niveau par nos dirigeants.

En Belgique, sommes-nous nombreux.ses à pouvoir réaliser seul.e.s ces étapes ?

Il est facile de comprendre ce que cette situation vécue peut engendrer d'angoisse, de stress, de problèmes psychologiques, affectifs et sociaux.

Le décalage entre les engagements des gouvernements européens — les derniers véritablement présents lors des COP — c'est-à-dire stabiliser le réchauffement de la planète à deux degrés au-dessus des valeurs préindustrielles et la réalité des actions nécessaires à leurs applications — c'est-à-dire un arrêt complet de l'utilisation du charbon, du pétrole et du gaz, soit

80% des ressources énergétiques mondiales émises aujourd'hui¹³ — ce décalage paraît immense, voir inaccessible.

D'autant que si des millions d'êtres humains vivent sous le seuil de la pauvreté — 780 millions d'après les Nations Unies — l'explosion de l'utilisation des énergies fossiles concerne certains pays en développement comme en Asie du Sud Est. Cette explosion est à mettre en parallèle avec une amélioration des conditions de vie pour bon nombre de personnes. L'accès aux soins, à un habitat salubre, à l'eau, à l'hygiène. Dans ces cas-là, il devient délicat de pointer du doigt et de faire la leçon à des pays qui aujourd'hui font le chemin que les pays européens ont fait après la seconde guerre mondiale pour accéder au confort et à une meilleure qualité de vie.

Ainsi, ce décalage immense aurait un impact important dans nos vies de tous les jours : pour ne prendre qu'un seul exemple, nous devrions faire sans voiture à moteur thermique et sans avion. Ce qui amène à comprendre le déni de certaines personnes de la situation.

Nous en avons rencontré lors du parcours initié pour la recherche participative sur la transition énergétique débutée en 2021. Ne pas vouloir savoir OU mettre en doute des chiffres présentés par des scientifiques dont certain.e.s œuvrent depuis les années cinquantes sur la question du réchauffement climatique par exemple, est peut-être une manière de se protéger d'une réalité bien trop difficile à accepter.

Si défendre l'idée que les conséquences des gaz à effet de serre ne sont utilisées par le gouvernement, servi par les médias, que pour faire passer des

¹³ Hervé Le Treut, op.cit.

restrictions allant à l'encontre des libertés de la population belge est une position possible et respectable, c'est aussi une façon de nourrir les discours sceptiques et de considérer ceux et celles qui pensent le contraire comme des ennemi.e.s potentiel.le.s

Le défi semble donc immense ... En effet il s'agit d'inventer une nouvelle façon de vivre, de penser l'utilisation des énergies, de changer les comportements ancrés sur plusieurs générations tout en tenant compte des enjeux sociaux, des situations de guerre, de fragilité sociale, des systèmes de valeurs, de croyances, de pouvoir, mais aussi des intérêts propres aux plus puissants et à ceux qui sont plus personnels. Comment tout cela va-t-il pouvoir se mettre en place sans risquer de défaire les démocraties, d'abîmer les droits des hommes et des femmes ?

Le rôle des associations reconnues en Éducation populaire sera d'autant plus important à ce niveau-là comme garantie de la démocratie et du respect des droits des hommes et des femmes. Leur financement et leur accompagnement seront d'autant plus nécessaires et indispensables.

Il est plus qu'urgent pour le secteur de l'Éducation populaire de penser et de développer des actions pour accompagner les personnes désireuses d'en apprendre plus sur le sujet, pour démêler les nœuds de la technicité du problème, pour aider à faire les choix les plus pertinents en lien avec une situation propre, il est plus qu'urgent de faire savoir au plus grand nombre que des regroupements de personnes peuvent être des solutions à long terme pour mieux vivre la transition, que des actions locales sont possibles et apportent un

sens à la démarche... mais le secteur est-il suffisamment informé, formé ? Les associations spécialisées sont-elles en nombre suffisant pour être présentes, et actives ? Sont-elles financées correctement pour avoir les moyens de s'adresser à toutes les personnes, y compris celles qui sont en marge des accès aux informations générales sur l'énergie ou qui ont d'autres priorités comme l'accès à un logement décent, à la nourriture ?

Au jour d'aujourd'hui, ces questions ne devraient plus se poser !

*Magali Mineur, co-directrice du Théâtre de la parole
Coordinatrice de la recherche participative Regarde et raconte (L'énergie
parlons-en !)*

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages

Le Grand livre du climat, sous la direction de Greta Thunberg, 2022, édition Kero
De Salle Corentin et Clarinval David, *Fiasco énergétique : le gaspillage
écologiste des ressources*, Texquis, 2014

Vargas Fred, *L'humanité en péril*, Flammarion, 2019

Le Treut Hervé, *Climat et civilisation : un défi incontournable*, Erès, 2022

Articles

La Libre Belgique – Libre Eco-4 février 2022

Le Soir, publication du 23 mars 2021

Sites

www.climat.be

Reporterre : le média de l'écologie